

chance de faire plier les plus sectaires, ceux qui veulent la guerre à tout prix et pour les citer, ceux qui sont animés par M. Karadzic. Et c'est cela que nous allons essayer de faire dans les jours prochains, en disant à Belgrade : si vous voulez vraiment montrer votre bonne volonté, il faut fermer la frontière entre la Serbie et la Bosnie. Et si vous fermez la frontière, alors vous assécherez toutes les voies d'approvisionnement des troupes bosno-serbes. C'est cela qu'il faut essayer de faire. Si nous n'y parvenons pas - et maintenant les échéances s'approchent - il faudra bien en arriver à la situation que nous avons toujours considérée comme une situation de désespoir, la seule qui reste, c'est-à-dire la levée de l'embargo sur la fourniture des armes, avec un préalable absolu que j'ai rappelé à nouveau ce matin, c'est le retrait des Casques bleus parce que nous ne pouvons plus les laisser sur le terrain, exposés comme ils le sont, on vient hélas de le voir encore ce matin à Sarajevo.

Cambodge - détention de M. Braquet

Q - *D'un mot : est-ce que vous avez des nouvelles de l'otage français détenu au Cambodge et est-ce qu'il va y avoir paiement d'une rançon ?*

R - Nous sommes en permanence en relations avec les autorités cambodgiennes, avec le Premier ministre, avec le ministre des Affaires étrangères, qui négocient avec ceux qui détiennent nos otages. Les informations dont nous disposons nous disent qu'ils sont en bonne santé relativement, et qu'ils ne sont pas maltraités. Nous informons jour après jour les familles, qui se comportent avec beaucoup de sang-froid. Je comprends leur légitime impatience. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour hâter cette libération et vous comprendrez que dans l'intérêt même de cet otage, de M. Braquet, je ne puisse pas en dire plus aujourd'hui.

Soudan

Q - *Alain Juppé, après l'arrestation de Carlos à Khartoum et son extradition vers la France, un député UDF, Gilles de Robien, a déclaré : "Attention que le cadeau du Soudan ne soit pas empoisonné". Alors, est-ce qu'il y a eu cadeau et est-ce qu'il y a poison ?*

R - Personne ne nous a fait de cadeau. Je crois qu'il faut de temps en temps avoir quand même un peu la fibre nationale. Moi, en tant que Français, je suis heureux de voir qu'un terroriste qui est présumé coupable de toute une série d'attentats ayant coûté la vie à des dizaines de mes compatriotes soit aujourd'hui sous les verrous. Et je dis bravo aux services qui ont réalisé cette opération. Pour le reste, il n'y a pas lieu, à mon avis, de modifier la politique de la France vis-à-vis, par exemple, du Soudan. Les autorités soudanaises l'ont dit elles-mêmes : il n'y a pas de contrepartie à ce qui n'est après tout qu'une mesure de salubrité internationale.

Conduite de la politique étrangère de la France

Q - *On dit qu'il y a des réseaux tout à fait efficaces mais très discrets de Charles Pasqua en Afrique ou dans le Maghreb. Est-ce qu'ils ne marchent pas un peu sur les plates-bandes du Quai d'Orsay ?*

R - Charles Pasqua fait son travail, il le fait admirablement bien. Il assure la sécurité à l'intérieur du territoire français, ce qui implique évidemment une coordination avec le ministère des Affaires étrangères, et pour ma part, dans la ligne fixée par le gouvernement, je conduis la politique étrangère de la France. Je crois que tout ce qui a été dit ou écrit relève plus du désœuvrement aoûtien ou estival d'un certain nombre d'observateurs qui ont voulu nourrir l'actualité. Tout se passe bien.

Q - *On dit ici ou là que M. Pasqua est très présent, et que ça peut susciter quelques jalousies ministérielles*

R - Suis-je absent ?

PARIS, 22 AOÛT 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à RTL

Rwanda - relève de l'opération Turquoise

Q - *Les troupes françaises se sont retirées du Rwanda, mais certaines organisations humanitaires déplorent, comme Xavier Emmanuelli, ce départ qu'elles jugent prématuré, sans aucune garantie du gouvernement légal rwandais. Qu'est ce que vous craignez, vous ?*

R - C'était souvent les mêmes organisations qui étaient opposées à notre arrivée. Je voudrais d'abord saluer le travail admirable que la plupart d'entre elles ont fait : des agences humanitaires des Nations unies, les organisations non gouvernementales. Malheureusement, certaines ont abordé cette affaire avec un a priori politique très arrêté. Il y avait les bons et les mauvais, il y avait le FPR qui était paré de toutes les vertus, et puis l'ancien gouvernement rwandais qui représentait le mal absolu. Je crois que les choses sont moins simples. Quelle est la réalité aujourd'hui ? C'est cela qui compte, au delà des procès d'intention. Est-ce qu'il y a, oui ou non, au départ des troupes de Turquoise, un nouvel exode généralisé en dehors de la zone humanitaire sûre ? Eh bien, ma réponse est tout à fait claire, c'est celle que le Général Lafourcade a apportée hier soir avec des chiffres très précis : ce n'est pas le cas. Il y a plus de 2 millions et demi de personnes dans la zone humanitaire sûre, dont 1 million et demi de réfugiés. Et lorsque que l'on regarde ce qui s'est passé depuis trois semaines environ, depuis le 7 août, on s'aperçoit que c'est cinquante mille personnes qui ont franchi la frontière vers le Zaïre, il est donc tout à fait abusif de parler aujourd'hui de nouvel exode vers le Zaïre.

Q - *Ceci étant, tout tient à un réflexe politique du Front patriotique rwandais, et quelle garantie avez-vous qu'il n'y aura pas de nouvelles exactions, de nouveaux procès, d'autant que le Premier Ministre annonce trente mille procès ? Vous n'avez aucune garantie.*

R - La situation reste extraordinairement fragile. Et il faut aujourd'hui bien situer les responsabilités. La France a fait ce qu'elle avait à faire, et je voudrais a

nouveau dire combien l'opération Turquoise est à mettre à l'honneur et au crédit de notre pays.

Q - *Personne ne le conteste, mais en quoi la situation politique a-t-elle progressé ?*

R - La situation a radicalement changé depuis le début de l'intervention Turquoise. Lorsque nous sommes intervenus, il y avait des combats au Rwanda entre deux camps de belligérants. Aujourd'hui ces combats ont cessé. Il y a un gouvernement qui s'est installé à Kigali. Certaines grandes puissances ont d'ailleurs pour ce gouvernement beaucoup de sympathie. C'est à lui maintenant d'assurer...

Q - *Vous voulez dire, comme les États-Unis ?*

R - Par exemple, d'autres encore... Nous avons nous-mêmes installé à Kigali une antenne diplomatique pour garder le contact avec ce gouvernement. Maintenant c'est sa responsabilité, c'est lui qui est responsable de ce qui se passe au Rwanda et j'espère qu'aucune erreur de manœuvre ne sera faite, en particulier dans la zone humanitaire sûre. Nous avons pris, en ce qui nous concerne, et je veux à nouveau insister sur cela, toutes les précautions. Nous ne sommes pas partis en mettant brutalement la clé sous la porte. Nous avons organisé notre relève, et il y a dans la zone humanitaire sûre aujourd'hui plus de soldats des Nations unies qu'il n'y en avait lorsque nous étions présents.

Q - *Il n'y a pas les 5 500 que réclamait la situation.*

R - 5 500, c'est le chiffre qui concerne la totalité du Rwanda. En ce qui concerne la zone humanitaire sûre, où nous étions, nous Français, sous notre drapeau d'ailleurs, avec l'autorisation des Nations unies, il y a aujourd'hui un peu plus de 2 000 Casques bleus, ce qui est plus, je le répète, que le dispositif Turquoise.

Q - *Est-ce que le FPR peut envahir la zone de sécurité ?*

R - On ne peut pas parler d'envahissement ou d'invasion, puisque c'est le territoire du Rwanda, et qu'aujourd'hui il y a un gouvernement à Kigali. Cela dit, et je pense que toutes les organisations ou toutes les puissances qui ont de l'influence sur le gouvernement de Kigali devraient jouer en ce sens, à mon avis, ce serait une grave erreur psychologique et politique que de se précipiter pour envoyer des troupes dans la zone humanitaire sûre. Il y a la MINUAR, c'est-à-dire la force des Nations unies, il y a les organisations humanitaires, il y a le Haut Commissariat aux Réfugiés. C'est en liaison avec ces institutions qu'il faut maintenant gérer la situation et éviter toute fausse manœuvre, parce que je le répète : aussi bien dans la zone humanitaire sûre que dans l'ensemble du Rwanda, parce qu'il y a aussi des départs de réfugiés d'autres zones que l'ancienne zone Turquoise, et dans l'ensemble de la région aussi, au Burundi en particulier, tout reste extraordinairement fragile.

Q - *Est-ce que vous avez eu présent à l'esprit pendant toute cette période et dans votre volonté de désengagement rapide, l'exemple des États-Unis en Somalie. Est-ce que cela vous a obsédé ?*

R - Il n'y a pas eu volonté de désengagement rapide de la part de la France, il y a eu respect des objectifs fixés dès le départ. Souvenez-vous, dès le départ, nous

avons dit, nous y allons pour une période limitée de façon à mettre un terme au massacre et à l'exode. Nous l'avons fait et nous avons réussi cette opération. Ce qui s'est passé en Somalie est tout à fait différent. Mais je crois, en tout cas qu'on peut dire que l'opération française a été menée de manière exemplaire et je voudrais rendre hommage aux militaires, bien sûr, mais aussi aux diplomates qui se sont beaucoup dépensés pour que cette opération réussisse.

Q - *Est-ce que la France a mérité auprès des grandes puissances son rôle de gendarme de l'Afrique ?*

R - Il ne s'agit pas d'être le gendarme de l'Afrique, il s'agit simplement de faire respecter un certain nombre de valeurs, et au premier rang de ces valeurs, le respect de la vie humaine. Je crois que la France en sort grandie aux yeux de ses partenaires, et aux yeux de la plupart des pays africains, d'ailleurs il suffit de regarder la presse internationale pour s'en convaincre.

Lutte contre le terrorisme - Soudan

Q - *Une autre affaire, l'affaire Carlos, vous intéresse, ça n'intéresse pas seulement le ministre de l'Intérieur. Est-ce que vous ne craignez pas que certains pays arabes, la Syrie par exemple, n'en arrivent à être publiquement dénoncés comme les instigateurs passés d'actes terroristes et que dans ce cas, votre action diplomatique soit singulièrement compliquée ? Est-ce que Carlos emprisonné n'est pas plus redoutable que Carlos libre ?*

R - Le problème ne se pose pas pour moi en ces termes. Avons-nous eu raison, oui ou non, de mettre sous les verrous un personnage qui est présumé coupable de l'organisation d'attentats dans lesquels ont péri des dizaines de Français. La réponse est tout à fait claire, c'est oui ! Et je me réjouis qu'il soit aujourd'hui en prison.

Q - *Vous ne vous offusquez pas qu'il n'y ait pas eu un acte officiel d'extradition ?*

R - Le ministre de la Justice a clairement expliqué comment les choses s'étaient passées, et nous avons là un personnage extraordinairement dangereux qui devrait être jugé et condamné pour les actes qu'il a commis. En ce qui concerne la politique étrangère de la France, elle répondra à des préoccupations qui sont celles de l'intérêt de notre pays, et j'ai eu l'occasion de le dire, le Soudan en particulier est un pays qui nous préoccupe beaucoup. Parce que les violations des Droits de l'homme y sont nombreuses, parce que le Nord y mène contre le Sud une guerre souvent extraordinairement sanguinaire et parce que l'on considère parfois que ce pays constitue la base arrière d'un certain terrorisme. Alors nous allons juger le Soudan à l'évolution de sa politique et des réalités soudanaises.

Q - *Est-ce que vous pensez à propos de terrorisme, que le terrorisme que nous avons connu est terminé ? Est-ce que Carlos pourrait avoir des successeurs ?*

R - Je voudrais souhaiter que non, mais je redoute que les choses ne soient moins simples, hélas, sur la scène internationale. En tout cas, un terroriste de cette envergure de moins, c'est déjà une bonne chose, et de ce point de vue là, ma satisfaction est sans partage.

Q - *Alors à propos de terrorisme, quelle est votre*

réaction, votre commentaire lorsque le capitaine Barril dit qu'il a été chargé par l'Elysée et le Premier ministre de l'époque en 1982, de liquider Jacques Vergès. Cela vous choque ou vous n'y croyez pas ?

R - Tout ceci est extraordinairement nauséabond et je n'ai aucune espèce d'"expertise", pour utiliser ce mot dans ce genre de domaine. Que la justice fasse donc son travail. C'est à elle de démêler le vrai du faux.

Q - Mais les révélations de Barril ne vous surprennent pas ?

R - Cela ne m'intéresse pas.

Q - A ce propos également, à propos des actions terroristes. La présidente de l'Association S.O.S. Attentats déplore que l'on ne puisse plus juger Carlos sur l'attentat du Drugstore Saint-Germain, parce qu'il y a prescription. Elle dit que vous, vous seriez favorable une abolition de la prescription décennale.

R - Je suis favorable à ce que l'on juge Carlos, et à ce qu'on le condamne pour l'ensemble de ses actes. Cela dit il ne faut pas non plus prendre à la légère les principes fondamentaux du droit. Donc il faut que les juristes regardent cette question de manière approfondie.

Algérie

Q - Même s'il n'y a pas d'échange, de cadeau avec le Soudan, est-ce que vous comptez sur le Soudan pour calmer les attentats du FIS en Algérie.

R - Je crois que les choses ne se posent pas en ces termes. La politique de la France vis-à-vis de l'Algérie est bien connue, elle ne variera pas. On nous dit que le dialogue politique qui s'est engagé hier a été constructif, j'espère qu'il pourra se poursuivre et que l'ensemble des forces démocratiques non terroristes en Algérie pourront s'associer à ce dialogue politique, qui est la seule façon de sortir de la situation actuelle.

BORDEAUX, 23 AOÛT 1994

Bosnie-Herzégovine - Déclaration adoptée par les ministres des Affaires étrangères français et allemand

Ex-Yougoslavie - Bosnie

Les deux ministres appellent le Président Milosevic à mettre ses actes en conformité avec ses engagements en acceptant un contrôle international effectif aux frontières de la Bosnie-Herzégovine.

Ils souhaitent une adoption rapide des deux projets de résolutions relatifs aux sanctions actuellement soumis au Conseil de sécurité des Nations unies.

Ils demandent aux responsables des Serbes de Bosnie ainsi qu'au Parlement de Pale de ne pas prendre la lourde responsabilité de relancer la guerre en rejetant le plan de paix qui leur est proposé.

Ils appellent enfin les trois parties au conflit à ne pas tirer profit de la situation en essayant d'obtenir de nouveaux gains territoriaux.

BORDEAUX, 23 AOÛT 1994

Conférence de presse conjointe du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé et du ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, M. Klaus Kinkel - Propos du ministre

France - Allemagne - Bordeaux

Je suis très heureux d'accueillir aujourd'hui à Bordeaux Klaus Kinkel ainsi que son épouse. Ma femme et moi-même avons tenu à passer avec eux cette journée d'été aussi conviviale et détendue que possible comme nous l'avions fait l'année dernière à Dresde. Nous croyons l'un et l'autre que dans les relations internationales, et plus précisément au sein de l'Union européenne, la connaissance personnelle des ministres, leurs relations d'amitié sont utiles et permettent très souvent de faire avancer les dossiers. Il y aura donc ce soir une partie récréative, si je puis dire, avec une visite rapide du cœur du vieux Bordeaux que Klaus Kinkel ne connaît pas encore. Nous essayerons aussi de parfaire notre connaissance du vin de Bordeaux.

Relations franco-allemandes - PECO - Pologne - conférence sur la stabilité en Europe

Q - (inaudible)

R - Nous avons d'abord commencé par travailler. Nous avons abordé les questions bilatérales, c'est-à-dire fait le point des relations entre la France et l'Allemagne. Elles sont excellentes, vous le savez, donc les choses sont allées vite. Je vous signale - c'est une des façons dont se traduit cette étroite concertation entre nos deux pays - que se tiendra à Paris le 19 et le 20 septembre prochain, une conférence qui réunira les ambassadeurs français et les ambassadeurs allemands dans les pays d'Europe centrale et orientale. Nos ambassadeurs ont déjà préparé cette rencontre en établissant des rapports conjoints sur la situation dans le pays où ils se trouvent et sur la manière dont la France et l'Allemagne pourraient intensifier leurs relations. Nous attachons l'un et l'autre beaucoup d'importance à cette rencontre, qui se situe bien sûr dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale.

Dans le même esprit, nous nous retrouverons le 14 et le 15 septembre en Bavière, pour ce que nous appelons une rencontre trilatérale qui réunira, outre M. Kinkel et moi-même, notre collègue polonais puisque, vous le savez, depuis plusieurs années France, Pologne et Allemagne se retrouvent régulièrement. Voilà deux exemples de cette étroite coopération et coordination entre nos deux pays.

Nous avons ensuite évoqué toutes les questions communautaires, bien sûr, puisque nous nous trouvons actuellement sous présidence allemande de l'Union européenne et que la France de son côté prépare sa propre présidence à partir du 1^{er} janvier de l'année prochaine. Nous avons donc évoqué précisément les relations avec les pays d'Europe centrale et orientale.